Des nouvelles de la Colombie

Par : Guillermo Alvarado

Sans aucun doute, la principale nouvelle reçue cette semaine depuis la Colombie, l’un des pays les plus violents du continent, concerne l’inculpation formelle de 10 militaires et d’un civil, présumés responsables de la mort de 120 personnes dans l’affaire dite "faux positifs".

La mesure a été prise par le tribunal de la Juridiction Spéciale pour la Paix, JEP, un organisme créé par les accords signés entre le gouvernement de l’ancien président Manuel Santos et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, pour mettre fin à près de six décennies de guerre.

L’entité a pour objectif de juger et de punir les responsables de crimes et de violations graves des droits de l’homme commis par les deux parties tout au long du conflit armé interne.

Il s’agit de la première fois que les détenus sont des membres de l’armée liés au scandale des faux positifs, une action qui a consisté à assassiner des jeunes pour ensuite les faire passer pour des guérilleros tombés au combat et obtenir des prix, promotions et autres privilèges.

Bien qu’il ne soit fait mention ici que de 120 des victimes de ce comportement répréhensible, en réalité, environ 6400 civils ont ainsi été tués entre 2002 et 2009.

On estime que 78 % des décès ont eu lieu sous l’ancien président Alvaro Uribe, qui a mis en place un système de reconnaissance des unités militaires qui s’étaient rendues coupables d’avoir causé des pertes à l’adversaire.

C’est ainsi que l’on a favorisé la pratique consistant à recruter des jeunes pour effectuer des travaux dans des lieux éloignés de leur domicile, qui sont ensuite exécutés et leurs corps vêtus d’uniformes semblables à ceux des rebelles.

Le scandale a éclaté en 2008 et, depuis lors, certains commandants de l’armée ont été déférés devant les tribunaux, qui ont traité l’affaire comme des "cas isolés", sans rapport les uns avec les autres.

Maintenant, cependant, la JEP a établi l’existence d’un modèle de macro-criminalité dans lequel pourraient être impliqués plus de mille militaires, qui ont répété ces actes dans au moins dix départements de la Colombie.

Malgré les preuves, Uribe a rejeté toute responsabilité et est en fait l’un des plus actifs opposants aux Accords de paix de 2016, en particulier à l’existence de la JEP.

Il s’agit d’une blessure ouverte dans la société colombienne, parmi les nombreuses blessures provoquées par plus d’un demi-siècle de guerre interne et de violence, impliquant une grande diversité d’acteurs, dont le crime organisé et les groupes armés irréguliers au service des propriétaires terriens.

Trop d’ingrédients pour trouver de vraies formules de réconciliation.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/263517-des-nouvelles-de-la-colombie

Radio Habana Cuba